

L'AFGHANISTAN SOUS OCCUPATION OCCIDENTALE

L'Afghanistan a une réputation, celle d'avoir une population farouche, invaincue, faite de rudes combattants vivant dans les montagnes, une population jamais colonisée et qui serait donc d'une certaine manière admirable, du moins aux yeux des militaires des pays qui dominant le monde.

Même certains passages de Engels, le militant collaborateur de Marx, donnent cette impression : « *Les Afghans sont un peuple courageux, résistant et indépendant. Ils se consacrent essentiellement à l'élevage et à l'agriculture et évitent le commerce qu'ils abandonnent avec mépris aux Hindous et à d'autres habitants des villes. Pour eux, la guerre est exaltante et les soulages de leurs occupations monotones et industrielles* ».

Cette réputation date, pour partie en tout cas, d'un épisode militaire qui s'est produit en 1839. Les Anglais sont alors depuis longtemps obsédés par la protection des Indes. Ils soupçonnaient déjà Napoléon Bonaparte en voyant certaines de ses manœuvres. Dès 1809, ils envoient Elphinstone en Afghanistan, une région qui fait naturellement barrage à la route des Indes. Elphinstone signe un traité d'alliance avec Shah Shudja.

En 1838, inquiets cette fois d'une possible offensive russe, et n'imaginant pas qu'ils puissent essuyer une défaite face à des combattants misérables, les Anglais décident de mettre sur le trône de Kaboul leur protégé Sadozai Shah Shudja, ce qu'ils font d'abord par un accord signé en 1838. L'année suivante, en 1839 donc, l'armée anglaise commence à vouloir occuper le terrain et s'avance, par le défilé de Bolan, vers Kaboul et Kandahar.

Les Anglais parviendront à rentrer dans Kaboul, après quelques échauffourées. Mais une fois dans Kaboul, Shudja, compromis par ses liens avec eux, ne dirige plus rien et une révolte éclate dans la capitale même en 1841. L'armée anglaise doit capituler ; elle entame une retraite en direction de Jalalabad. Sur cette route, les 16 000 hommes de l'armée britannique seront tous massacrés, sauf un, qui rentre aux Indes pour apporter la nouvelle. Les Anglais vont envoyer une expédition punitive, qui va surtout détruire les plus beaux monuments de Kaboul, après quoi ils évacuent complètement le pays.

Quarante ans plus tard, en 1879, à nouveau inquiète des ambitions russes, l'Angleterre essaye de régler le problème à distance. Elle force Kaboul à signer un traité qui met la politique extérieure du pays sous son contrôle, et installe une ambassade. Quelques mois plus tard, l'ambassadeur et tout le personnel sont massacrés.

Alors, faut-il admirer, je cite à nouveau Engels « *ce peuple courageux, résistant et indépendant* ». Je ne le crois pas du tout. Le même Engels donne d'ailleurs une clé du problème : « *Les Afghans sont divisés en clans sur lesquels les chefs exercent une sorte de suprématie féodale. Leur haine indomptable des règles et leur amour de l'indépendance individuelle sont les seuls obstacles à ce que leur pays devienne une nation puissante (...)* » « *Dans les villes, la justice est rendue par des cadis, mais les Afghans ont rarement recours à la loi. Leurs khans ont le droit de châtier ; ils ont même le droit de vie et de mort. La vengeance par le sang est un devoir familial (...). Les devoirs de l'hospitalité sont sacrés au point qu'un ennemi mortel qui mange le pain et le sel, même s'il y parvient par un stratagème, est à l'abri de la vengeance (...)* »

Si l'on essaie de regarder la réalité de l'Afghanistan, il y a deux choses qu'il faut dire tout de suite, faute de quoi on peut se tromper complètement sur la compréhension de ce qui s'y passe. La première est qu'il n'y a pas un peuple afghan, mais divers clans, des

confédérations de tribus fondées sur des bases ethniques. Et la deuxième est que la population, ou le peuple si l'on préfère employer ce mot, n'a absolument le droit de rien dire ni penser. Les gens doivent une allégeance totale à leurs chefs, des chefs de guerre, des chefs de tribu, des chefs qui sont en même temps des aristocrates fonciers, c'est-à-dire les gros propriétaires des terres.

Lorsque l'on voit des combattants en Afghanistan, au 19^{ème} siècle mais aussi aujourd'hui, on voit ces chefs eux-mêmes armés et allant au combat, mêlés avec les gens qui leur sont soumis. La guerre se fait donc à l'ancienne, pas du tout comme le font les armées modernes bourgeoises où les commandants restent à l'écart des combats. Mais ce n'est pas parce que les chefs de guerre se battent avec leurs soldats que ceux-ci, les gens du peuple, sont plus respectés, mieux traités, considérés et encore moins émancipés.

Au contraire, d'une certaine manière, les rapports réels de soumission sont ainsi gommés, mis sous un brouillard pseudo égalitaire, et plus difficiles à voir et à combattre. Pour reprendre l'épisode de la fameuse révolte de Kaboul de 1841, la population avait certes un fort sentiment anti Anglais, mais il avait aussi un contenu discutable ; il s'agissait du refus d'être gouverné par des infidèles européens.

Et même la révolte elle-même, elle sera d'abord commandée par les chefs afghans. En effet, l'occupation de l'Afghanistan coûtant 1,25 million de livres par an trésor indien, les Anglais ont voulu diminuer les allocations qu'ils payaient à ces chefs. Et c'est eux qui organisèrent une conspiration qui aboutit à la révolte et à l'extermination des Anglais.

Dans le Manifeste du parti communiste, ouvrage rédigé en 1848, Karl Marx analyse la nature des rapports sociaux qui peuvent exister sous le régime féodal européen et la manière dont ils évoluent avec l'arrivée du nouveau monde bourgeois. « *La bourgeoisie a joué un rôle éminemment révolutionnaire. Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du "paiement au comptant". Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste (...)* En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale ».

En clair, pour Marx et Engels aussi d'ailleurs, les rapports d'exploitation étaient bien plus difficiles à combattre sous le monde féodal, car les rapports de domination, de soumission paraissaient naturels, étaient intimement mêlés à la croyance religieuse, et se reproduisaient de génération en génération, dans le cadre de la reproduction familiale, des liens du sang.

Eh bien, l'Afghanistan, sauf peut-être une partie de la population des quelques villes, vit aujourd'hui encore sous ce mode féodal. En tout cas, je n'en conclus pas, comme semblait le dire Engels, dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, qu'un avenir meilleur devait être le passage par « *une nation puissante* », en clair par le stade de la nation bourgeoise européenne.

Je pense que, dans les conditions de l'économie globale et de la société actuelle du début du 21^{ème} siècle, en Afghanistan comme dans d'autres régions du monde où subsiste une société ou des lambeaux plus ou moins vastes de société féodale, l'on pourrait éviter de passer par toutes les étapes historiques qu'a connues l'Europe occidentale. La liberté, la fin de

l'exploitation, peuvent advenir autrement. Justement parce que le processus révolutionnaire bourgeois décrit par Marx dans le Manifeste a été effectif à une échelle décisive de la planète.

En tout cas, nous ne devons pas être dupes. Et nous n'avons pas à admirer une société qui maintient la domination sur des bases religieuses, familiales, ancestrales et sexistes, mot que j'ajoute mais qui n'existe pas au 19^{ème} siècle. Ce sont tous ces contenus, derrière les discours et les images, que nous devons voir, comprendre et combattre.

* * *

L'Afghanistan est un pays sans aucun accès à la mer. Le port le plus proche est à 1300 km, au Pakistan. Le territoire est un peu plus grand que la France et la population est estimée entre 25 et 30 millions. Plus de la moitié du pays est faite de très hauts plateaux ou de montagnes imposantes : tout le Nord-Est est constitué par l'Hindou Kouch, énorme massif qui fait suite à l'Himalaya. Le climat est continental, certaines régions quasi désertiques.

Depuis des millénaires, les lieux de peuplement sont les vallées ou des bassins encerclés par les hauteurs. Il y a peu de communications entre les quelques villes (Kaboul, Kandahar, Herat, Mazar e Charif, Kunduz et Jalalabad) et encore moins entre les villages. La région a connu une longue histoire d'invasions et de passages de diverses armées, perses, grecques, arabes. Jusqu'au 16^{ème} siècle, l'Afghanistan est une région riche car elle se trouve sur la route de la soie, celle des échanges longue distance entre l'Asie et l'Europe. Mais ensuite, avec l'utilisation de la voie maritime, la région va connaître une décadence économique et culturelle.

Jusqu'à l'arrivée des Soviétiques fin 1979, la répartition des terres était très inégale. On trouvait de très grandes propriétés foncières dans les plaines du Nord et dans la partie occidentale. Aux liens féodaux, s'ajoutent des relations qui peuvent être très humiliantes et méprisantes vis-à-vis de certains peuples ; c'est le cas des Baloutches, des Brahui, des Arabes, des Nuristani (2 ou 3% du pays).

Les Hazaras, d'origine mongole, qui représentent 12%, sont refoulés dans les montagnes du Centre et vivent une vie misérable. D'origine turque, les Ouzbeks, les Turkmènes et les Kazakhs sont des éleveurs et des agriculteurs dans le Nord et le Nord-Est, et forment 15% du total. Ensuite, arrivent les Tadjiks, d'origine iranienne, environ 30%.

Toutes ces minorités doivent subir les comportements dominants des Pachtounes, qui sont 40%, le groupe le plus nombreux. Au 18^{ème} siècle, on trouve à la tête de la hiérarchie tribale, une des tribus pachtoune, les Durani ; ils ont les meilleurs lots de terre, des privilèges sur le paiement des impôts. Les Durani appliquent la loi de l'Islam ; leur usage va au-delà des préceptes du Coran : ils privent les filles de toute part d'héritage ; une veuve doit se remarier dans la famille de son époux défunt.

En dessous des Durani, dans l'ordre de soumission, on trouve d'abord les autres tribus pachtounes. Puis, tout en bas de l'échelle, se trouvent tous les autres, Tadjiks, Hazaras, etc. Enfin, chacune des ethnies, y compris celles minoritaires, est organisée et divisée en clans et la base de la société est la tribu.

Point commun de ces populations : la pauvreté, l'illettrisme (90% des habitants ne savent ni lire ni écrire à la fin des années 1970), l'absence de médecine (la moitié des enfants meurent avant l'âge de 5 ans). L'immense majorité, 85% vit à la campagne et l'essentiel de ce qui est produit l'est avec des moyens techniques ancestraux.

Il faut bien voir que dans d'autres régions du monde, on trouve aussi aujourd'hui de très grandes propriétés foncières. En effet, c'est seulement la bourgeoisie dans sa période révolutionnaire, depuis 1789 jusqu'à la Révolution de 1848, qui a osé s'en prendre de fond en comble à l'ancien ordre féodal. C'est elle qui va régler le vieux problème de la terre, en la donnant aux paysans, du moins en France.

La bourgeoisie qui se développe en Amérique latine, par contre, n'osera jamais s'attaquer aux immenses propriétés foncières. Et alors que la société est révolutionnée, que les rapports bourgeois s'installent, qu'un prolétariat agricole ou urbain se développe, cette bourgeoisie va laisser coexister une vieille aristocratie, dont le pouvoir est fondé sur la grande propriété foncière, même si elle lui est un frein au développement du capital.

Ce caractère frileux de la bourgeoisie des pays dominés, et de manière plus générale de toutes les bourgeoisies après 1848, il vient de ce qu'entre temps, la classe ouvrière a surgi, qu'elle a posé son poing sur la table politique et commencé à revendiquer le pouvoir. Et alors que jusqu'en 1848, les bourgeois de Paris n'hésitaient pas à mettre leurs ouvriers en grève pour leur demander de les soutenir pour finir de balayer les vieux restes aristocratiques, ils verront désormais le monde ouvrier comme le principal danger.

Cela dit, il y a une différence entre l'aristocratie foncière du Brésil ou de l'Argentine et celle qui règne en Afghanistan. Au Brésil et en Argentine, le capitalisme a largement pénétré et bouleversé les rapports sociaux, constituant notamment une classe ouvrière, des classes moyennes modernes. En Afghanistan, par contre, le pays a été mis volontairement par les Anglais à l'écart de toute pénétration du capital et l'organisation tribale n'est en rien abolie. Du coup, elle a comme protégé la population des excès du capitalisme, et de fait les propriétés sont moins gigantesques en Afghanistan. Dans un certain nombre d'endroits, c'est même l'antique propriété collective des terres qui existe formellement ; elles sont l'apanage de la tribu, et leur utilisation se fait selon ses règles.

C'est tout au plus dans les villes que se développent de nouveaux rapports sociaux, à côté et à l'écart des campagnes qui vivent en auto subsistance. L'essentiel de la population reste à la campagne. On n'observe pas le phénomène d'exode rural qui a lieu partout où la bourgeoisie se développe. Aussi, alors qu'au Brésil, la mort de la société traditionnelle favorise la constitution de propriétés foncières de plus en plus énormes, celles-ci restent plus limitées en Afghanistan. C'est la guerre avec l'URSS qui, dans les années 1980, va provoquer un premier exode vers les villes.

Dans la plupart des pays dominés par l'impérialisme, on observe, en même temps que se forme une bourgeoisie locale, (bourgeoisie compradore liée à l'impérialisme) une montée des mouvements politiques souhaitant moderniser la société et le mode de gouvernement. En Afghanistan, en l'absence d'une bourgeoisie digne de ce nom, on assiste à l'ombre de ce mouvement, au lendemain de la Première guerre mondiale, sous le règne de l'émir Habibullah.

Un mouvement constitutionnel se dessine, et le fils de Habibullah, Amanullah en prend la tête. Ce nouveau roi déclare l'indépendance de l'Afghanistan. Il organise son gouvernement sur le modèle des administrations modernes. Il abolit le servage, mais que veut dire pareille mesure lorsqu'elle est décidée par une administration qui n'a pratiquement aucun impact sur les habitants qu'elle est censée administrer. Enfin, Amanullah prétend changer le statut des femmes pour l'améliorer. Mais ce point attise contre lui l'hostilité des privilégiés et il est forcé de quitter le pays.

Après Amanullah, c'est un ancien brigand qui va régner un moment. Puis c'est un cousin d'Amanullah qui se fait proclamer roi d'Afghanistan, prenant le nom de Nadir Shah. Pour imposer des réformes, Nadir Shah élimine les opposants. Résultat, il est lui-même éliminé en 1933.

Après la seconde guerre mondiale, nouvelle velléité de démocratisation avec le prince Daoud, Premier ministre de 1953 à 1963. L'auréole du grand voisin soviétique, vainqueur de la guerre, influence Daoud. Il adopte une économie basée sur la planification, réalise des infrastructures dans les communications et l'énergie. Il préconise un système politique basé sur un parti unique. Et il confie la formation des cadres et de l'armée aux Soviétiques.

Mais dans cette société, le soutien à l'URSS prend des aspects bien éloignés que ceux que l'on connaît en Europe occidentale. Daoud est un Pachtoune, et il ne cache pas son ambition de créer un Pachtounistan. Ce à quoi l'URSS, pourvu qu'on se déclare son allié, ne trouve rien à redire. Mais les méthodes très policières de Daoud suscitent contre lui un mécontentement général. Il doit démissionner en 1963.

Ses projets de réforme poursuivent néanmoins leur chemin. Une constitution fondée sur le principe de la monarchie constitutionnelle est rédigée ; l'idée est de séparer la famille royale des postes de gouvernement. Mais qui va-t-on chercher pour légitimer cette Constitution ? C'est la Loya Djirga, la Grande Assemblée des chefs de tribu, dominée par l'aristocratie terrienne. Un premier Parlement démarre ses travaux en octobre 1965.

La majorité y est détenue par des grands propriétaires fonciers et des chefs de tribu, qui se sont fait élire pour contrôler et empêcher tout changement. Une minorité existe, certes, qui aspire à poursuivre les réformes. Et aussi un petit groupe de gens se disant « *communistes* », qui suivent les ordres de Moscou. Pour être précis, ces « *communistes* » sont eux aussi regroupés plus ou moins selon les origines, en deux clans, l'un Pachtoune et l'autre Tadjik.

Toutes ces cliques sont réunies dans un Parlement, mais il n'y a même pas de parti politique digne de ce nom. Les uns obéissent directement à Moscou, les autres aux chefs tribaux ancestraux. Jusqu'en 1973, rien ne changera plus.

Le prince Daoud fait alors un coup d'Etat, chose facile et fréquente dans ce pays où l'Etat se résume à un petit appareil enfermé dans Kaboul. Pour contrer l'influence de l'URSS, Daoud cherche une alliance avec l'Arabie saoudite. L'URSS pousse alors ses amis afghans prétendument marxistes à s'unir contre Daoud.

Les deux factions alliées de l'URSS, Khalq et Parcham, se regroupent alors dans un Parti démocratique et populaire ; nous sommes en 1977. Elles vont profiter de ce que rien n'a changé dans le pays, ni dans la vie politique, ni dans l'économie. Toute la vie est le jeu de rapports de forces entre clans, familles et clientèles. Les riches propriétaires terriens vivent maintenant plutôt à la ville, mais ils continuent de régner sur les campagnes, payant des administrateurs locaux, qu'ils méprisent, continuant de prélever de 30 à 40% de la récolte obtenue par les métayers.

Dans les villes, se trouve aussi une masse de pauvres, serviteurs, colporteurs, travailleurs occasionnels. Très peu d'ouvriers d'industrie (pas plus de 50 000), et quasiment pas de professions libérales (médecins, avocats). Le clergé est entretenu par une population sous l'emprise de l'Islam. Seuls quelques commerçants ou artisans s'enrichissent.

Quant aux couches petites bourgeoises, elles se sentent coincées par les appétits et le conservatisme d'une aristocratie qui ne veut rien changer et profiter seule. Les instituteurs, les ingénieurs, les petits serviteurs de l'Etat, les élèves des lycées, les militaires n'ont accès à aucune forme de pouvoir, celui-ci étant totalement partagé par les vieux clientélismes. Ces jeunes, sous-payés et surqualifiés, sans avenir, vont regarder vers les partis liés à l'URSS.

C'est dans ce contexte qu'a lieu le coup d'Etat « *communiste* » du 27 avril 1978, appelé en Afghanistan la Révolution de saur (saur est un mois du calendrier afghan). Leur pouvoir est fondé sur le culte de la personnalité, la militarisation, la bureaucratie. Au pouvoir, ces « *communistes* » se mettent à régler des comptes entre eux : emprisonnements, exils, purges, assassinats. En juillet 1978, Babrak Karmal est chassé du pouvoir par le Khalq, envoyé dans une ambassade à l'étranger. En 1979, Taraki est abattu par son second, Hafizullah Amin, après quoi Amin est à son tour abattu par les Soviétiques et Karmal revient avec l'Armée Rouge.

Ce régime soi-disant « communiste » va respecter le vieil ordre de domination tribale : tous les dirigeants seront des Pachtounes. Ainsi Mohamed Najibulah, qui appartient à la fraction ahmedzaï de la tribu des Ghilzaï, tribu qui a donné des dirigeants à l'Afghanistan pendant un siècle. Riche devenu communiste, passé par Moscou en 1979 et lié au KGB, il devient chef de la sécurité de Babrak Karmal. Il va utiliser sa vieille connaissance des alliances complexes entre tribus pour maîtriser les oppositions. Il parviendra ainsi à rester au pouvoir jusqu'en 1992, malgré le départ des troupes soviétiques décidé par Gorbatchev en 1989.

Un point particulier de l'activité du régime pro soviétique nous intéresse. C'est celui de la réforme agraire. Même le bureaucrate le plus crasse d'un régime lié à l'URSS sait l'importance de la réforme agraire. Que font les prosoviétiques en Afghanistan ? ils vont prétendre faire cette réforme d'en haut, de manière à créer une légitimation pour leur pouvoir. Mais les choses se passent mal, très mal.

La réforme agraire est une chose lorsqu'elle est instaurée avec un fort assentiment ou un mouvement des masses de paysans pauvres. En Afghanistan, les paysans pauvres, soumis aux seigneurs tribaux, ne comprennent absolument rien à ce qui se passe dans les villes. Ils ne retiennent qu'une chose du pouvoir communiste qui arrive : ce sont des infidèles, des incroyants. Et ils ont peur de cet inconnu.

Résultat, lorsque le régime vient donner à un paysan sans terre un lopin qui appartenait la veille encore à un riche musulman, le paysan pauvre n'a pas du tout le sentiment d'une libération. Cette terre que lui octroie un fonctionnaire athée, soutenu en plus par une armée étrangère, il a le sentiment qu'on lui impose de la voler, et qu'il ne l'a en rien acquise. Il se sent coupable de ne pas respecter la religion et l'ordre des choses.

S'il accepte, il sera un traître aux yeux des autres paysans, un égoïste qui ne respecte pas l'obligation de charité de la religion. Et s'il voit venir demain des résistants au nouveau régime ? Et si parmi ces résistants, se trouve un frère, un cousin ?

On imagine le degré de destruction sociale, sans réelle perspective, que peut engendrer cette soi disant réforme agraire, calquée bêtement et méchamment sur des leçons mal apprises et digérées.

Voici en tout cas le bilan, tel qu'il a été écrit au bout de dix ans, en 1988, par la Literatournaia Gazeta, sous le régime de Gorbatchev : « *Nous supposons que le parti*

démocratique du peuple de l'Afghanistan serait à même de créer dans le pays une structure efficace et que cette stabilité l'emporterait. Ce ne fut pas le cas. Pourquoi ? Des erreurs de ligne, des formules inadéquates pour imposer le socialisme sous une forme "non afghane", "non islamique" qui offensa la tradition et tourna à la violence et à la répression, à la persécution des mollahs et au mépris des coutumes. Les luttes de factions à l'intérieur du parti, l'érodant, le démoralisant et le paralysant ; l'extermination des leaders ; la peur inhibante et le manque de créativité. Et à l'arrière-plan, la bureaucratisation, le refus de se sacrifier pour la révolution, la peur de se retrouver au milieu des foules de paysans musulmans, l'incapacité d'arriver à un dialogue avec le peuple : tout cela créa et aggrava le drame. A partir de décembre 1979, la ligne politique du gouvernement de Kaboul changea à plusieurs reprises. Des forums d'Etat furent précédés par les prières des mollahs. Le drapeau cessa d'être rouge et gagna une bande verte islamique. Le parti cessa de parler de la création d'une société socialiste (...) »

La suite de l'histoire est mieux connue. Les Etats-Unis vont soutenir financièrement les combattants qui, au nom de l'Islam, s'opposent à la présence soviétique. Et c'est ainsi qu'ils vont former, fabriquer de toutes pièces, Ben Laden. La CIA l'a recruté en Turquie, en 1979. Elle lui apprend la fabrication de société écrans, la maîtrise des paradis financiers, et c'est par lui que l'argent destiné à la lutte contre l'URSS va transiter. C'est Ben Laden qui est chargé de répartir cet argent entre les différentes tribus sur place.

Tout aussi discrètement, les Américains et les Anglais vont enseigner aux Afghans les méthodes de guérilla moderne, pour lutter contre l'armée soviétique. Tom Carew, un parachutiste qui a servi dans la 16^{ème} brigade et le 21^{ème} régiment du SAS, des forces d'élite anglaises, dit ainsi « *ma tâche était de les former aux tactiques de la guérilla moderne, sans lesquelles ils seraient exterminés (...) Les Américains étaient tentés de leur enseigner le terrorisme urbain, faire sauter les voitures et tout ça, pour qu'ils puissent attaquer les Russes dans les grandes villes* » (déclarations au Sunday Times au lendemain du 11 septembre 2001)

Cette stratégie de l'Islam contre le communisme incroyant sera un succès, avec le retrait de l'URSS en 1989, et son effondrement peu après. Et ce succès n'aura pas coûté cher : 600 millions de dollars par an qui passent par les Emirats, et autant par les moudjahiddines, les combattants de l'Islam.

Mais il coûtera un prix politiquement énorme. Car cette génération de combattants qui a été en première ligne contre la seconde puissance mondiale, voudra tirer les marrons du feu. Ils ne supportent pas de ne pas recevoir honneurs et pouvoirs de la part des USA et de l'Arabie saoudite après les services rendus. Une fois l'URSS effondrée, c'est l'Islam radical qui va oser jouer le rôle de première contestation globale face à l'impérialisme américain.

L'Afghanistan sort de la guerre dans un état pitoyable. Il y a au moins 3 millions de réfugiés au Pakistan, 2 millions en Iran, des quantités de gens se sont exilés à l'intérieur du pays, un dixième de la population a afflué vers les villes. 30% des fermes sont abandonnées, le cheptel a diminué de 55%, le système d'irrigation est détruit, la production alimentaire représente le tiers de ce qu'elle était avant guerre. Le long des routes goudronnées du pays, les cultures ont été anéanties, les maisons ont été rasées sur un bon kilomètre de profondeur, de chaque côté, pour que les convois de blindés soviétiques ne craignent plus les embuscades...

Plus grave peut-être, ce sont les bouleversements dans la société, ou dans les sociétés qui constituent ce territoire. C'est dans le Nord que les combats ont été déterminants contre l'URSS. Là se sont donc forgées de nouvelles forces politico militaires. Or, dans le Nord, ce

sont les minorités qui sont présentes. Alors qu'on l'a vu, la société afghane avait depuis des siècles pour tradition la domination d'un pouvoir issu des Pachtounes, une sorte d'Etat dans l'Etat s'est constitué dans le Nord-Est du pays, construit autour du commandant Massoud. Massoud est un tadjik. Il domine 11 provinces sur 30. Il lève ses impôts, fait fonctionner l'enseignement, assure sa propre police, fait construire une route carrossable pour joindre le Pakistan, destinée à créer un axe commercial entre le Pakistan et le Tadjikistan.

Najibullah va tenir malgré le départ des Soviétiques en créant dans le Nord une milice ouzbègue et une autre ismaélienne, avec le soutien de généraux Pachtounes venant de familles du Sud. Il négocie avec son ennemi principal, Massoud, chef du parti Jamiat. Mais il devra quitter le pouvoir lorsque le général Dostom, chef des milices ouzbègues, décidera de changer de camp. Il suffira alors d'un accord entre Massoud et Dostom pour que les partisans « communistes » de Najibullah l'abandonnent et se rallient à l'idée d'un Etat islamiste, en 1992.

Le nouveau gouvernement va refléter les rapports de force. Massoud se retrouve Ministre de la Défense. Il a réussi à réunir autour de lui 5 courants sunnites. Dostom, rallié de dernière minute, se voit seulement chef de la capitale provinciale Mazar-i-Charif. Ils ont un ennemi commun, le chef du parti fondamentaliste Hezb-i-Islami, Gulbuddin Hekmatyar, qui tient le Sud-Est. Hekmatyar, Pachtoune lui aussi, est peu apprécié en Afghanistan, mais il est soutenu par le Pakistan, puissance régionale qui a de gros moyens. Finalement, en 1993, Hekmatyar devient Premier Ministre. La présidence a été donnée à un autre tadjik, Rabbani, du Jamiat-i-Islami le parti de Massoud, qui gardera ce poste jusque 1995.

Derrière cette belle unité de façade, la réalité tribale n'a pas bougé d'un pouce. Le pouvoir étant passé aux mains des Tadjiks, cela est insupportable pour les Pachtounes. Massoud a pu rentrer dans Kaboul parce qu'il a réussi, un temps, une coalition avec des Ouzbeks et des Hazaras. Mais les autres chefs de guerre ne le reconnaissent pas. Une guerre tribale va alors prendre la suite de la guerre contre l'URSS, une guerre qu'on peut appeler guerre civile si l'on fait semblant de croire que l'Afghanistan est un pays dans le sens moderne du terme. C'est en fait une guerre médiévale entre seigneurs de guerre, et elle va durer de 1992 à 1996.

Ces gens vont appliquer leur vieux principe ancestral, décrit aussi par Engels : tous les chefs se disputent sans cesse, ils ne retrouvent « *l'union qu'en présence d'un ennemi commun* ». L'URSS partie, il n'y a plus d'ennemi commun, l'heure est au partage des pouvoirs. Mais ils le font maintenant armés et enrichis avec de l'argent et du matériel obtenus des Etats-Unis.

Les combats sont extrêmement violents. Quatre forces s'opposent, s'allient momentanément puis se retournent les unes contre les autres. Les Pachtounes veulent un retour à la domination Pachtoune. Les Tadjiks veulent l'égalité avec les Pachtounes ; les Hazaras veulent un tiers des sièges au Parlement ; les Ouzbeks veulent qu'on reconnaisse leur existence.

Mais les choses, comme le disait Marx pour l'Europe, sont toujours très complexes dans un mode féodal. Ainsi, les Pachtounes sont eux-mêmes divisés en au moins deux grandes confédérations tribales concurrentes : les Ghilzaïs et les Durani. Une division elle aussi traditionnelle. Il ne faut donc pas s'étonner de voir un moment Gaylani, qui représente les intérêts de l'aristocratie pachtoune, se rapprocher de Massoud.

Et puis, chaque groupe ethnique a des alliés « *naturels* » par-delà les frontières. Ainsi, l'Ouzbékistan lorgne vers les Ouzbeks et apporte de l'aide à Dostom. L'Iran lorgne vers les

Hazaras. Le Pakistan, qui fait une figure de grande puissance à côté de l'Afghanistan joue un jeu important.

Son calcul est particulièrement vicieux : le Pakistan soutient le pachtoune Hekmatyar, parce qu'il sait que Hekmatyar est impopulaire et n'aura pas suffisamment de soutien s'il se retrouve à Kaboul. Hekmatyar sera donc obligé de chercher ses soutiens au Pakistan qui l'a favorisé. Derrière ce calcul, le Pakistan veut un Afghanistan faible. Opposé à l'Inde sur sa frontière orientale, le Pakistan cherche à avoir à l'Ouest un Etat fragile, un pays affaibli où il pourrait éventuellement se replier, voire se servir dans un conflit face au géant indien. Un autre calcul du Pakistan est de soutenir la mise en place d'une route d'exportation du pétrole et du gaz, qui passe par l'Afghanistan et le Pakistan et qui trouverait, espère-t-il, un soutien américain.

L'Afghanistan devient donc un enjeu pour les puissances de la région, en même temps qu'il plonge dans la guerre civile. Pour la population, c'est une trahison. Elle a soutenu et a payé cher la guerre menée contre l'URSS. Au lieu d'être récompensée, remerciée, protégée, elle voit que les Etats-Unis se fichent totalement de ce qu'il advient de l'Afghanistan. Ils laissent de fait les choses entre les mains de leurs deux protégés dans la région, l'Arabie saoudite et le Pakistan.

Le chaos est tel en Afghanistan que Ben Laden choisit de se replier au Soudan. De là, il envoie armes et argent au principal concurrent de Massoud, Hekmatyar, soutenu par le Pakistan et l'Arabie saoudite. En 1994, Hekmatyar est sur le point de l'emporter sur Massoud.

Mais les USA, ainsi que les services secrets du Pakistan, ont alors un nouveau calcul en tête. Ce sont les Talibans qu'ils appuient maintenant. Les Talibans surgissent pour la première fois en octobre 1994. Un convoi de camions pakistanais a été attaqué par des moudjahiddines. Les Talibans surgissent et à quelques centaines, libèrent le convoi. Forts de cette victoire et de la réputation qu'elle leur donne, ils prennent le 5 novembre la ville de Kandahar. En fait, il leur suffit de se présenter aux portes de la ville pour qu'on la leur laisse.

Le mouvement Taliban est né sous la direction d'un mollah, le mollah Omar. Il a 33 ans en 1994. Lui aussi est un ancien chef militaire de la « *résistance* » contre les Soviétiques. Il a participé au djihad dans le mouvement Hezb-i-Islami de Younis Khalès. Afghan pauvre, il a d'abord gagné sa vie comme imam d'une petite mosquée de village, à Singhesar (région de Kandahar). Obscur combattant contre les Soviétiques, il est blessé quatre fois, il a perdu un œil en 1989.

Les combats terminés, Omar revient dans son village. Et là, il découvre que le village est mis en coupe réglée par les moudjahiddines, ses propres compagnons de combat. Omar tue le chef du poste de contrôle qui rançonne les voyageurs sur la route voisine. Puis il va mobiliser des étudiants d'écoles coraniques, des Talibans, contre un commandant de la région de Kandahar, qui avait violé trois femmes.

En fait, la plupart des Talibans de cette première génération sont trop jeunes pour avoir combattu l'URSS. Ils proviennent le plus souvent de familles de paysans pauvres, qui se sont retrouvés dans des camps de réfugiés lors de la guerre contre l'URSS. Et ce sont les fils de ces familles qui ont été envoyés dans les écoles religieuses, les madrasas.

L'étudiant religieux, le Taleb, passe d'abord par une école coranique de village (maktab), puis il fait plusieurs années auprès d'un mawlawi local, qui regroupe une dizaine d'étudiants dans une mosquée ordinaire, érigée en école religieuse dite « supérieure », la

madrassa. Le prestige tient à la personnalité du maître. Les études consistent à apprendre un certain nombre de livres didactiques dans un ordre figé. Après quoi, l'étudiant, muni d'une autorisation de son maître, peut à son tour ouvrir sa madrassa, ou sinon parachever ses études dans une école plus prestigieuse. Des écoles prestigieuses, il n'y en a guère en Afghanistan. Les plus doués vont donc en Inde, notamment à la grande madrassa de Deoband.

Face à ce réseau privé d'écoles, l'Etat a tenté de mettre en place des écoles liées au gouvernement, de manière à pouvoir contrôler la formation et la nomination des ulémas (1951). Mais ses écoles sont très différentes ; proches de l'intelligentsia, elles ne touchent que les villes.

Les Talibans puisent donc leur foi dans une interprétation dite de l'Islam déobandi, interprétation qui serait restrictive et obscure de la charia. Les déobandis sont apparus en Inde lors de la période coloniale. Après la partition de 1947, c'est eux qui vont créer le JUI, Jamiat-Ulema-Islami, parti politique qui va acquérir une influence dans les années 1990.

Le JUI profite de la guerre d'Afghanistan pour établir une centaine d'écoles le long de la ceinture pachtoune pakistanaise et au Balouchistan. Il offre des structures sociales, une éducation gratuite, de la nourriture, un toit et un entraînement militaire aux jeunes Pakistanais et aux réfugiés afghans. Ces écoles sont alors dirigées par des mollahs quasi analphabètes. Grâce à l'argent saoudien qui les soutient également, leur idéologie va se rapprocher de celle du wahabbisme saoudien, qui interdit la musique, la poésie, le rire.... Le JUI entrera au gouvernement de Mme Benazir Bhutto en 1993, en s'alliant à son parti, le PPP (Parti du peuple pakistanais).

Au départ, les services secrets pakistanais (ISI) étaient méfiants vis-à-vis des Talibans. Ils avaient pour tradition de s'appuyer sur Hekmatyar, et un parti pakistanais rival du JUI. mais il va s'avérer que les Talibans sont efficaces, qu'ils peuvent assurer la sécurité de l'accès à l'Asie centrale via Quetta, et même unir les tribus pachtones contre les tadjiks. Dès lors, le choix est fait et l'ISI va former les Talibans sur le plan militaire, et leur apporter la logistique et des matériels dignes d'une armée moderne.

Autre caractéristique très importante de ces Talibans, première mouture de 1994 (la seconde de 2006 est sensiblement différente) : c'est le milieu social qu'ils représentent. Les Talibans se refusent à inclure dans leur direction les habituels chefs de tribus. Ils sont à peu près tous Pachtones, mais les cadres qu'ils vont donner à leur mouvement proviennent des madrasas rurales du Sud de l'Afghanistan, et ne représentent pas l'aristocratie foncière habituelle.

Les Talibans vont s'attaquer au droit coutumier tribal, au nom de la loi islamique, la charia. Ils condamnent l'absence d'héritage pour les femmes dans le droit coutumier pachtonne. D'après la charia, la femme doit hériter d'une demi part par rapport à l'homme. Ils l'appliquent. Ils interdisent également les échanges de femmes qui servent à mettre fin aux dettes de sang et d'honneur. Ils exigent que de l'argent soit donné, et non des femmes.

Mais leurs méthodes sont dans le même temps extrêmement autoritaires : enfermement des femmes à la maison, obligation est faite aux femmes de se couvrir de la tête aux pieds, interdiction des filles à l'école, obligation de prier cinq fois par jour ; quelques personnes ont la jambe droite et le bras gauche coupés à Kandahar.

Ce qui va faire leur succès, c'est que le pays en a plus qu'assez du règne des seigneurs de guerre depuis 1992. Les Talibans reprennent une tradition mille fois répétée dans l'histoire

de l'islam et se présentent comme un mouvement réformateur qui veut rétablir l'ordre en revenant à une prétendue pureté de l'islam des origines. Enfin, dans les régions pachtounes, leur arrivée sera synonyme d'une revanche avec le retour au pouvoir de la tribu traditionnelle.

Le Pakistan, et avec lui, les Etats-Unis, font donc alors le calcul de s'appuyer sur les Talibans. L'Arabie saoudite également. Elle a perdu les Frères musulmans devenus opposants, le FIS algérien, le Hamas palestinien et elle recherche des appuis radicaux pour faire pièce à l'Iran chiite qu'elle voit comme une menace depuis l'arrivée de Khomeiny.

Les Talibans vont commencer, à 25 000, à contrôler le Sud-Est du pays en contact avec le Pakistan. Ils disposent d'une centaine de chars, de l'artillerie lourde et d'avions de combat. Ils prennent ville après ville, toujours sans combattre. Ils vérifient que la nouvelle administration ne comporte que de « *bons musulmans* ».

Finalement, le 27 septembre 1996, ils prennent Kaboul, que Massoud leur laisse. Ils nomment le pays émirat d'Afghanistan. Le département d'Etat américain publie un communiqué qui qualifie de « *positive* » cette victoire et annonce l'envoi d'une délégation officielle à Kaboul.

Le pétrolier américain Unocal se frotte les mains ; il annonce un accord avec les talibans en vue de construire un oléoduc qui traverse le pays. Il s'agit de pouvoir écouler le pétrole des ex républiques, maintenant séparées, d'URSS, et plus précisément le Turkménistan, en direction de l'Océan Indien., en évitant l'Iran.

Dans cette opération, Unocal est allié au saoudien Delta Oil. Unocal et Delta Oil, s'adaptant aux mœurs tribales, ont acheté certains seigneurs locaux pour aider à la réussite des Talibans. Le projet d'oléoduc ne verra finalement pas le jour. Mais c'est bien une constante dans la politique américaine que de chercher une alliance avec un islam radical, en vue de perpétuer ses intérêts pétroliers. Il s'agit de renouveler la formule qui avait si bien fonctionné avec l'Arabie saoudite.

Ce n'est qu'à l'automne 1997 que les USA vont commencer à prendre des distances vis-à-vis du régime taliban. Et ce, sous l'influence des féministes américaines qui mènent campagne contre les pratiques des Talibans envers les femmes.

Mais le retournement américain contre les Talibans n'aura vraiment lieu qu'après le 7 août 1998. Ce jour-là, date anniversaire de l'arrivée des troupes US en Arabie saoudite pour refouler Saddam Hussein du Koweït, des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie font 200 morts. Les attentats sont signés Ben Laden, et Ben Laden est rentré en Afghanistan. Les USA demandent aux Talibans de le leur livrer. Ils laissent entendre qu'en échange ils pourraient reconnaître au moins implicitement leur régime.

Mais Ben Laden a su se lier avec le mollah Omar, chef des Talibans. Alors qu'au départ, les Talibans n'avaient aucun discours anti américain ou anti occidental, ils se sont mis à avoir un langage nouveau pour eux. Omar s'est fait nommer Commandeur des Croyants, lors d'une assemblée regroupant plusieurs centaines d'oulémas. A partir de là, il ne conçoit plus les rapports avec les autres forces politiques que sous forme d'allégeance totale, avec garantie de vie et des biens des ralliés. C'est le Moyen Age religieux.

Ben Laden mène un travail autonome en créant Al Qaida, sur la base d'un recrutement de volontaires venant de l'extérieur, entrant par les filières pakistanaises, entraînés dans les camps de son organisation.

Dans le Nord du pays, le pouvoir taliban pachtoune n'est pas plus reconnu que celui du tadjik Massoud ne l'avait été dans le Sud. Comme le veut la tradition, le nouveau pouvoir taliban fait même l'unité des divers opposants : Rabbani, l'ancien président, Dostom et les Ouzbeks du Nord, les Hazaras chiites et le toujours numéro un de la stratégie et de l'organisation, Massoud. Massoud vient au Parlement européen début 2001 pour chercher des soutiens.

Le 9 septembre 2001, il est assassiné par deux jeunes Arabes qui se sont fait passer pour des journalistes, ce sont des proches de Ben Laden. Deux jours plus tard, c'est le 11 septembre 2001. Ben Laden a réussi l'incroyable : une opération militaire d'envergure au cœur des Etats-Unis. Le monde découvre alors le nom et l'existence de ce pays lointain, « *Afghanistan* ».

Les USA se sentent alors obligés de faire ce qu'ils s'étaient refusés à faire jusque-là : intervenir eux-mêmes, directement et militairement ; et demander au Pakistan et au général Moucharaf de cesser de soutenir les Talibans, ce qui va mettre le pouvoir dans une contradiction terrible.

La guerre dure deux mois, octobre et novembre 2001. Elle est le fait des Américains et des Anglais dans les airs puis sur le terrain. L'Alliance du Nord, nouveau nom des milices du Jamyat islamique de Massoud, s'est mise au service des Occidentaux et se place en première ligne pour reprendre Kaboul. La France (gouvernement Jospin, présidence de Chirac) soutient cette guerre. Les Pachtoune afghans se contentent d'un baroud d'honneur et ne défendent pas le régime taliban.

La plus grande puissance mondiale est maintenant là, les pieds sur le sol afghan. Tous les politiciens n'ont que le mot démocratie à la bouche. Et que font-ils ? Instaurer, ou aider à instaurer une démocratie, ce serait tourner le dos aux liens tribaux, ce serait désarmer les chefs de guerre, les dénoncer et les séparer de l'ensemble des paysans pauvres et de la population. Ce serait combattre le pouvoir de la religion, développé en proportion de la misère et de l'arriération, en permettant l'accès à la culture, à l'enseignement et à l'éducation massive. Ce serait susciter et soutenir tous les mouvements de libération des femmes, en commençant par leur rendre les places qu'elles avaient déjà pu avoir et en soutenant leur accès à toutes les autres, en reconnaissant leur rôle dans toute la vie sociale, en allant jusqu'à dénoncer leur oppression au sein même de la famille, de la tribu, soi-disant protectrices.

Et ce serait faire tout ceci sans violence envers les pauvres, sans cette agressivité et cette supériorité du soldat yankee, et au contraire en se plaçant aux côtés des petites gens. Ce serait faire ceci dans le respect même de leurs croyances notamment religieuses et seulement par la force de l'explication et de quelques exemples, et en mettant à dispositions les moyens matériels pour que la population puisse s'en emparer et procéder autrement.

Mais pas un millimètre ne sera fait dans cette direction, Aucun des dirigeants américains, anglais ou français ne va se soucier de cette démocratie là. Non, il s'agit juste de parodier la démocratie, le Parlement, les élections, tels qu'on les connaît en Europe. On va le faire pour la forme, pour l'opinion publique internationale, et sans doute aussi pour se rassurer en mettant en place quelque chose qu'on pense connaître et maîtriser.

Ce sont ceux qui ont eu le pouvoir depuis les années de la guerre contre l'URSS que l'on va chercher : les chefs de guerre, encore et encore, les chefs de tribu, encore et toujours.

La hiérarchie sociale est respectée, et en Afghanistan, cela veut dire la féodalité qui est respectée.

En juin 2002, une Loya Jorga (Grand Conseil) réunit 1600 délégués (des délégués qui n'ont été ni nommés ni élus), et met en place une administration transitoire. Hamid Karzaï est élu président. Le successeur de Massoud, Fahim, un tadjik, devient à la fois vice-président et Ministre de la Défense. Mohamed Aref, tadjik également, a les renseignements et la sécurité. L'Intérieur est donné à un Pachtoune, émigré rentré de Californie, Wardak. Les finances sont données à un autre émigré de retour, Ashraf Ghani, un ancien de la Banque mondiale.

Les pauvres espéraient un changement qui ouvre la perspective d'une amélioration de leur sort. Ils voient le grand retour des chefs de guerre, écartés pendant quatre ou cinq ans par les Talibans. Et avec eux, c'est le retour aux pratiques écœurantes : on se sert du pouvoir pour soi. Tous les commandants locaux réclament et obtiennent des voitures de luxe ; ils ont rapidement plusieurs Land Cruiser à 45 000 dollars (37 000 €) l'unité. Et tout le monde les voit circuler en s'y pavanant.

Un Gul Agha Sherzai, gouverneur détesté de Kandahar, chassé par les Talibans en 1994, retrouve sa place. Au Sud, ce sont des chefs de guerre qui relancent et organisent, à leur profit, le trafic de la drogue. A la douane d'Herat, où s'alignent des kilomètres de voitures, camions et bus venus du Japon et d'Allemagne, le seigneur de guerre local rançonne et ne reverse que des miettes à l'Etat : « *Si Rachid Dostom se fait 1 million de dollars par mois, vous pouvez imaginer combien encaisse Ismaïl Khan, dont le poste frontière avec l'Iran est facilement dix fois plus important que ceux avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan de Dostom* ».

Les milices se remettent à peser sur la population, victime de toutes sortes d'exactions, sans moyen de secours. Ces hommes armés de fusils s'emparent l'un d'une terre, l'autre d'une maison. Ceux qui ont un fusil peuvent se doter d'une prison privée, ils sont leur propre petit Etat. Un commandant a pris toutes les cartes d'électeur d'un village. Pour obtenir un poste, il faut des relations avec les anciens moudjahiddines. Sinon, les gens, bien qu'ils soient instruits, n'ont que la possibilité de vendre des légumes ou des cigarettes sur un trottoir.

En janvier 2003, on réunit une nouvelle fois une Loya Jorga, l'assemblée des chefs de tribus et chefs de guerre, et 502 « délégués » approuvent la Constitution du nouvel Afghanistan. L'article premier proclame « *l'Afghanistan est une République islamique* ». On lit dans l'article 2 « *la religion de l'Etat (pas seulement du pays) est la religion sacrée de l'Islam* ». Article 3 : « *... en Afghanistan, aucune loi ne peut être contraire aux croyances et dispositions de la religion sacrée de l'Islam* ».

En dehors de Kaboul, aucun organe n'existe pour traduire en justice ceux qui violent les lois ou abusent de leur pouvoir. Un diplomate décrit la situation ainsi : « *la classe politique se résume aux Afghans (venus) de l'étranger, qui font de l'argent, et à la vieille garde moudjahiddine, qui n'envisage le jeu démocratique que par son maintien au pouvoir grâce à des achats de voix, à l'intimidation et aux menaces* » (Le Monde 26 août 2005). L'Occident, avec tous ses moyens militaires et financiers, n'y trouve rien à redire.

L'Etat féodal poursuit donc cette singerie de démocratie bourgeoise avec la préparation d'élections législatives pour septembre 2005. Dans un premier temps, 1000 candidats ayant des liens avec des groupes armés sont mis sur une liste d'exclusion. Mais après diverses péripéties, cette liste est réduite à... 17 personnes. Dans certains cas, il suffit de remettre une arme, et de prétendre ainsi s'être désarmé. Le Monde du 15 novembre 2005

annonce ainsi le résultat : « *Les anciens chefs de guerre afghans entrent en force au Parlement* ».

De fait, plus de la moitié des 249 élus sont d'ex-moudjahiddines qui ont ravagé le pays de 1992 à 1996. Ainsi le fondamentaliste Abdul Rasul Sayyaf dont le nom est en bonne place dans les rapports sur les exactions de plusieurs organisations humanitaires. Ou le chiite hazara Mohammad Mohaqiq, le Tadjik Younès Qanouni. Et le journal écrit : « *l'élection doit plus à la crainte qu'ils inspirent qu'à leur conversion à la démocratie* ». On a aussi le cas d'un élu avec 2,6% des voix, qui s'est arrangé pour qu'il y ait tellement de candidats présentés que c'est quand même lui qui a la majorité. Mohammad Islam Mohammadi, ex-taliban qui a présidé à la destruction des deux bouddhas géants de Bamiyan en 2001, siège à l'Assemblée.

* * *

2006, l'exaspération de la population monte. Les villageois ne comprennent pas que la première puissance du monde n'ait toujours pas sorti le pays de l'anarchie, comme elle l'avait promis. Ils assistent, ébahis, aux démonstrations de puissance des avions de combat, des hélicoptères, des tanks américains et anglais et de leurs soldats équipés chacun d'appareils dont personne ne dispose dans le pays.

La communauté internationale a versé 2 milliards de dollars pour lutter contre la drogue. Mais le trafic ne cesse d'augmenter, pris en main et dirigé par des chefs de guerre qui ne se cachent même pas. En septembre 2006, 15 milliards de dollars ont été versés dans le pays. Mais seulement 6% de la population a l'électricité, la moitié souffre de malnutrition, un enfant sur deux n'est pas vacciné, les femmes meurent très fréquemment lors des accouchements.

Le nouveau gouvernement, de son côté, affiche l'arrivée du téléphone mobile à Kaboul, 5 chaînes de télévision, le retour en classe de 5 millions d'enfants, dont 1,6 million de filles. Mais 300 écoles sont déjà détruites dans le Sud où les combats s'amplifient. Un département de la « *prévention du vice et de la promotion de la vertu* » a été rétabli.

Printemps 2006, commence une offensive des Talibans. En fait, il y a une certaine coordination, comme toujours, entre des forces qui se sont alliées face au gouvernement et face aux troupes étrangères, devenues de plus en plus insupportables.

Des Talibans sont actifs dans les provinces du Sud, où ils ont aussi des alliés. S'y ajoutent des fidèles de l'ancien Premier ministre Hekmatyar ; et aussi des gens se réclamant d'Al Qaïda, plus présents à l'Est.

Mon avis personnel est que les Talibans de 2006 et aujourd'hui ne sont déjà plus exactement les mêmes, socialement et politiquement parlant, que ceux de 1994. Ils ont sans doute perdu en « *pureté* », pris le goût du pouvoir et des privilèges qui vont avec, et nombre d'indices indiquent qu'ils sont moins scrupuleux, et leurs méthodes plus proches de celles des seigneurs de guerre et des chefs de tribu, d'autant qu'ils n'hésitent plus à s'allier à eux. Il n'est donc pas sûr que la population les accueille avec la même adhésion qu'elle avait pu avoir dans les années 1990.

La direction des opérations Talibans a été confiée par le mollah Omar au mollah Dadullah. Originaire de la région de Kandahar, Dadullah a reçu en 1994 un enseignement religieux à Quetta (Baloutchistan, Pakistan). IL a rejoint le mouvement à ses tout débuts. Il avait été choisi pour commander le front Nord, à la tête de 12 000 hommes. Et fin des années

1990, il a su infliger une défaite aux combattants expérimentés de Hekmatyar... avec qui il est maintenant allié.

Tout au long de l'année 2005, les Talibans ont préparé leur offensive en restaurant leurs relations avec les forces les plus diverses : à Kaboul même, avec certains éléments au pouvoir ; dans les provinces, ils ont envoyé des émissaires rencontrer les seigneurs de guerre plus ou moins autonomes. Ils ont noué des contacts avec les deux principales factions qui avaient tenu tête aux Soviétiques : Hezb-i-Islami de Hekmatyar et le mollah Mohammed Younès Khalid. Et ils ont réussi à faire cesser, un moment, leur rivalité.

Le mollah Omar commande également aux combattant des deux Waziristan de cesser immédiatement les combats contre les forces pakistanaises : « *Le djihad a été lancé en Afghanistan ; par conséquent, rejoignez-nous en Afghanistan pour combattre les Américains et leurs alliés infidèles* ».

Toute une propagande est menée pour introduire en Afghanistan l'attentat suicide, méthode jusque-là totalement étrangère au pays. Des vidéos filmées en Irak démontrent leur efficacité. Une première équipe de 450 membres est constituée dans la vallée de la Kunar, avec des gens venus de pays arabes ou d'Asie centrale ; certains ont eu leurs parents tués en Afghanistan ou au Waziristan.

Enfin, cette offensive du printemps 2006 est soutenue par le renfort de 40 000 venus du Waziristan, sous le commandement d'un vétéran expérimenté, le commandant Haqqani, qui détient un record de victoires contre les Soviétiques. C'est lui qui avait donné un refuge aux combattants dans le Waziristan Nord fin 2001, lorsque les Américains avaient bombardé les montagnes à la recherche de Omar et Ben Laden. Haqqani a cette fois noué des contacts avec tout le monde, des Ouzbeks, des Tadjiks, des Pachtounes. Partout, il a négocié la présence de sanctuaires pour ses hommes en échange de grosses sommes versées. Et il a donc envoyé des groupes de combattants dans les zones frontalières de Kandahar, Halmand, Paktia, Paktita.

Seul le Nord-Est de l'Afghanistan est épargné par cette rébellion. Là, on fait allégeance au cheik Jameelur Rehman ou à Hekmatyar, ou au commandant Massoud.

Après l'attaque où une dizaine de soldats français ont été tués en août 2008, la France a tenu un double langage : Nous sommes en guerre et il n'est pas question de reculer face au terrorisme, a proclamé Sarkozy. Mais dans le même temps, des responsables ont également dit qu'il fallait aussi une approche politique, qu'il ne fallait pas mettre tous les Talibans dans le même sac, que l'on pouvait sans doute chercher les voies d'une réconciliation nationale avec certains, que le conflit actuel était aussi une guerre fratricide, etc.

Dans la foulée, les USA ont décidé de nommer à la tête des opérations militaires, à la fois pour l'Irak et pour l'Afghanistan, le général Petraeus. C'est lui qui a dirigé le récent changement de politique américaine en Irak. Début 2007, alors que ses prédécesseurs avaient misé sur la majorité chiite et tourné le dos aux anciennes structures étatiques qui s'étaient partagé le pouvoir sous Saddam Hussein, Petraeus a commencé à s'appuyer à nouveau sur les sunnites, seuls au pouvoir avant l'invasion américaine. Il a soutenu la création de milices sunnites, et celles-ci vont effectivement réduire l'activité militaire aussi bien des gens proches d'Al Qaïda que des chiites qui souhaitent le retrait des troupes US.

Petraeus a donc pris le commandement du Centcom le 30 octobre. Son idée serait double. Poursuivre la volonté d'afghaniser la solution militaire, c'est-à-dire de développer la

formation et la prise en mains des opérations par la nouvelle Armée nationale afghane ; actuellement de 65 000 hommes, elle devrait passer à 125 000. Et chercher les voies d'une « *réconciliation* ». Les combattants liés à Al Qaïda ou partisans d'un djihad international seraient considérés comme irrécupérables, mais l'on tenterait de faire le tri avec ceux qui ont une vision plus « *nationale* ». C'est du moins le langage des Américains et de l'Otan. Et l'on théorise déjà l'idée que l'on irait moins qu'auparavant vers un pouvoir centralisé, et plus vers un certain degré de « *décentralisation* », notamment dans les régions peu contrôlées à la frontière du Pakistan.

Evidemment, l'on s'arrange pour créer l'illusion que tout ce changement est souhaité par les Afghans eux-mêmes. C'est pourquoi Hamid Karzaï a lancé un appel aux Talibans en ce sens. Est-ce que cette nouvelle donne aura des résultats plus probants que les 7 années précédentes sous occupation impérialiste, 7 années perdues ?

En tout cas, le fond de la stratégie de l'impérialisme reste le même : on rebat les cartes entre les diverses forces dirigeantes, chefs locaux, chefs de guerre, chefs tribaux, chefs de drogue, chefs religieux. Mais jamais on n'envisage une seconde de s'appuyer sur la population, jamais on n'envisage de lui permettre de devenir forte face à ceux qui la pressurent. Et c'est pour cela que nous n'avons jamais cru, que ce soit au Kosovo, en Irak ou sur la Lune, que l'impérialisme puisse jouer un rôle progressiste, même face aux pires des tyrans, qu'il s'agisse de Saddam Hussein, de Milosevic ou de Dracula en personne.

L'avenir n'est pas du côté de nos dirigeants soi-disant démocrates et de leurs armées. L'avenir ne peut venir que d'un long et lent travail d'éducation socialiste, communiste, parmi les populations.

Novembre 2008